



1^{er} trimestre 2015 : un léger mieux porté par le tourisme et les services

Au premier trimestre 2015, le contexte économique en Bretagne semble de nouveau moins dégradé qu'en France métropolitaine. En effet, la construction connaît toujours des difficultés, mais qui s'avèrent moindres qu'au niveau national. La démographie des entreprises est plus favorable dans la région et le tourisme breton connaît un excellent début d'année. La situation sur le marché du travail est semblable au niveau national avec une légère diminution du taux de chômage. L'emploi est quasi stable et poursuit son redressement dans les services.

Hervé Bovi, Insee

Rédaction achevée le 9 juillet 2015

L'emploi est quasi stable

Au premier trimestre 2015, l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands non agricoles (55 % de l'emploi total) enregistre un léger tassement (-0,1 %) après le rebond du trimestre précédent (+0,2 %). Plus de 800 emplois sont détruits ce trimestre, dont plus de la moitié en intérim. Au cours du 1^{er} trimestre 2015, l'emploi salarié a baissé dans tous les secteurs d'activité, à l'exception du tertiaire marchand hors intérim. L'évolution est stable sur l'ensemble de la France métropolitaine (figure 1).

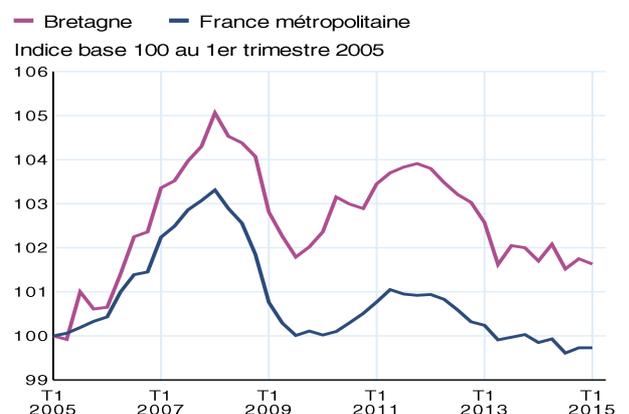
Dans les **services marchands hors intérim**, l'emploi poursuit son redressement. Il augmente de 0,2 % et le secteur gagne 630 emplois au 1^{er} trimestre 2015 après une croissance de 700 emplois au 4^e trimestre 2014 (figure 2). Cette évolution est essentiellement due à une amélioration de la situation dans le secteur de l'hébergement-restauration, qui gagne 210 emplois (+0,5 %), dans le transport et entreposage qui enregistre 170 emplois supplémentaires (+0,3 %) et dans les services aux entreprises (+0,2 %, soit 150 postes créés) et aux particuliers (+0,5 %, soit 190 emplois supplémentaires). Les activités immobilières sont en faible hausse alors que les activités financières et d'assurance et le secteur de l'information et communication enregistrent une légère baisse (-0,2 %, soit des pertes respectives de 80 et 50 emplois). En prenant en compte l'intérim, l'évolution de l'emploi dans les services marchands non agricoles reste positive (+0,2 %, soit 530 emplois supplémentaires). Sur l'ensemble de la France métropolitaine, la hausse est légèrement supérieure à celle de la région (+0,3 %).

L'**emploi intérimaire**, toujours très volatile, repart à la baisse en ce début d'année après la hausse du quatrième trimestre de 3,6 % (figure 3). Il diminue de 1,5 % au premier trimestre

2015, soit 460 emplois détruits. Cette évolution représente plus de la moitié de la diminution totale de l'emploi salarié régional. En France métropolitaine, l'intérim est également en repli : -1,6 %.

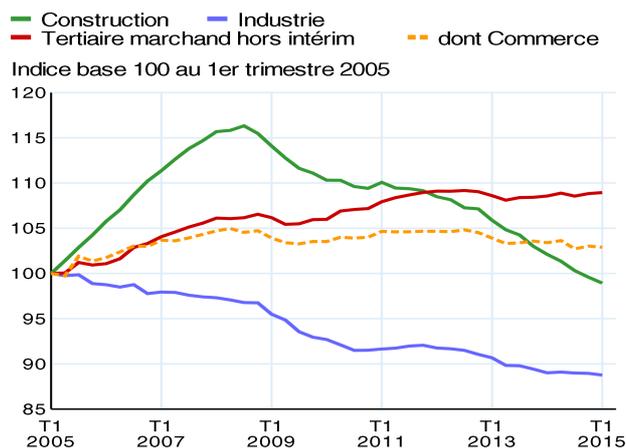
Dans la poursuite de la tendance des deux trimestres précédents, l'emploi dans l'industrie, hors intérim, diminue de 0,2 % dans la région ce qui correspond à une perte de 360 emplois. En revanche, la reprise dans les industries agroalimentaires se confirme (+0,1 % comme au trimestre précédent). L'emploi décroît dans tous les autres secteurs

1 Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.
Source : Insee, estimations d'emploi

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

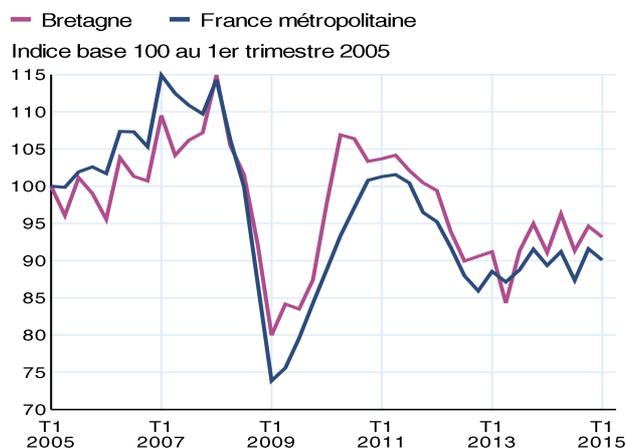
Source : Insee, estimations d'emplois

industriels, et en particulier dans la fabrication de matériels de transport (-2,1 %, soit -230 emplois). En tenant compte de l'intérim, l'industrie a réduit ses besoins en main-d'œuvre de l'équivalent de 480 emplois, tous les secteurs enregistrant une baisse y compris les industries agroalimentaires. En France métropolitaine, l'emploi industriel enregistre une contraction plus importante que dans la région (-0,3 %).

La tendance à la baisse se poursuit dans la **construction**. L'emploi salarié hors intérim est de nouveau en diminution de 0,7 % au premier trimestre dans ce secteur qui perd ainsi 450 emplois supplémentaires. L'intérim amplifie même ce repli, puisque ce sont 130 postes d'intérimaires qui disparaissent dans la construction au premier trimestre 2015. Le recul de l'emploi dans la construction est légèrement plus marqué sur l'ensemble de la France métropolitaine (-0,8 %).

De même, après une légère embellie au trimestre précédent (+0,3 %), l'emploi dans le **commerce** repart à la baisse au premier trimestre 2015 (-0,1 %). Le commerce perd ainsi 170 emplois venant s'ajouter aux pertes de 2014. La situation est légèrement plus favorable sur l'ensemble de la France métropolitaine puisque l'emploi y progresse de 0,1 % dans le secteur.

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

À l'échelle départementale, l'emploi salarié confirme sa tendance favorable en Ile-et-Vilaine (+0,2 %, soit +400 emplois). Il est stable dans le Morbihan mais en baisse dans les Côtes-d'Armor (-0,3 %) et surtout dans le Finistère (-0,5 %) avec des pertes respectives de 360 et 840 emplois.

L'emploi dans les services marchands hors intérim progresse en Ile-et-Vilaine (+0,5 %), qui gagne 630 emplois, et dans le Finistère (+0,2 %). Il est stable dans le Morbihan et en baisse dans les Côtes-d'Armor (-0,3 %).

L'emploi intérimaire diminue dans tous les départements bretons sauf en Ile-et-Vilaine. Ce repli est particulièrement marqué dans le Finistère (-4,5 %), qui perd 330 emplois. La baisse est moindre dans les Côtes-d'Armor (-2,1 %) et dans le Morbihan (-1 %). L'Ile-et-Vilaine enregistre une hausse de l'emploi intérimaire de 0,4 %, soit une cinquantaine d'emplois supplémentaires.

L'emploi industriel est en repli de 0,7 % en Ile-et-Vilaine, notamment dans la fabrication de matériels de transport et la fabrication d'autres produits industriels, et de 0,4 % dans le Finistère. En revanche, il augmente dans le Morbihan (+0,1 %) et dans les Côtes-d'Armor (+0,7 %). Les industries agroalimentaires se portent mieux en Ile-et-Vilaine et dans le Morbihan (+0,7 %) que dans les Côtes-d'Armor (-0,3 %) et surtout le Finistère (-0,8 %).

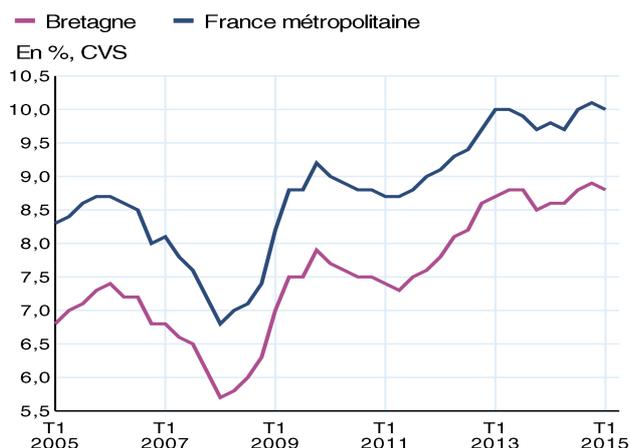
Dans le secteur de la construction, l'emploi continue de se dégrader dans tous les départements de la région, sauf en Ile-et-Vilaine où il se stabilise. La baisse est à nouveau particulièrement forte dans les Côtes-d'Armor (-1,4 %). Le Finistère et le Morbihan enregistrent un recul légèrement moins important (respectivement -1 % et -0,7 %).

Dans le commerce, l'emploi salarié augmente en Ile-et-Vilaine (+0,3 %) et dans le Morbihan (+0,4 %). Il est en revanche en repli dans les Côtes-d'Armor (-0,5 %) et surtout le Finistère (-0,8 %).

Légère baisse du taux de chômage

Au premier trimestre 2015, le taux de chômage en Bretagne s'établit à 8,8 %, en diminution de 0,1 point par rapport au trimestre précédent (figure 4). En France métropolitaine, il enregistre une baisse de la même ampleur, pour atteindre 10 %. La Bretagne est, avec l'Île-de-France, la région ayant le plus faible taux de chômage.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage localisé (Bretagne), et au sens du BIT (France métropolitaine)

L'évolution du trimestre est identique dans tous les départements bretons, dans lesquels le taux de chômage diminue de 0,1 point. Fin mars 2015, le taux de chômage se situe ainsi à 9,1 % dans les Côtes-d'Armor et le Finistère, à 8,1 % en Ile-et-Vilaine et à 9,5 % dans le Morbihan.

Le nombre de demandeurs d'emploi augmente toujours

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B ou C poursuit sa hausse au premier trimestre 2015. Il s'établit à 249 800 fin mars en Bretagne, soit 1,3 % de plus qu'à fin décembre 2014. Cette augmentation régionale est de nouveau légèrement inférieure à celle observée en France métropolitaine (+ 1,4 %). Sur un an, ce nombre progresse de 7,2 % au niveau régional et de 6,7 % au niveau national.

Les chômeurs de longue durée sont plus impactés avec une augmentation de 3 % sur un trimestre (soit 3 060 demandeurs d'emploi supplémentaires inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus) et de 11,3 % sur un an.

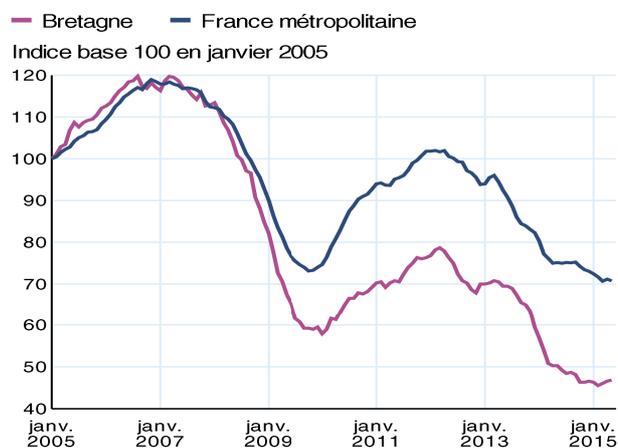
Ce trimestre, la croissance du nombre de demandeurs d'emploi touche particulièrement les 50 ans ou plus, dont le nombre augmente de 1,7 %. Sur un an, cette hausse reste également plus forte que pour l'ensemble des demandeurs d'emploi (+ 8,2 %). À l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans progresse faiblement ce trimestre (+ 0,7 %), contenant la hausse à 6,7 % sur un an.

Au niveau infrarégional, au premier trimestre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B ou C augmente dans tous les départements : + 1,3 % dans les Côtes-d'Armor et l'Ille-et-Vilaine, + 1,1 % dans le Finistère et + 1,5 % dans le Morbihan. Sur un an, la hausse est identique dans les Côtes-d'Armor, l'Ille-et-Vilaine et le Morbihan (7,5 %) mais légèrement inférieure dans le Finistère (+ 6,5 %).

La dégradation s'atténue dans la construction

Les indicateurs de la construction ne montrent toujours pas de signe de reprise, mais la dégradation ralentit nettement (figure 5). Une fois de plus, les logements autorisés et commencés sont en repli ce trimestre. La diminution sur un an reste plus marquée au niveau régional qu'en moyenne nationale, mais l'écart diminue.

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



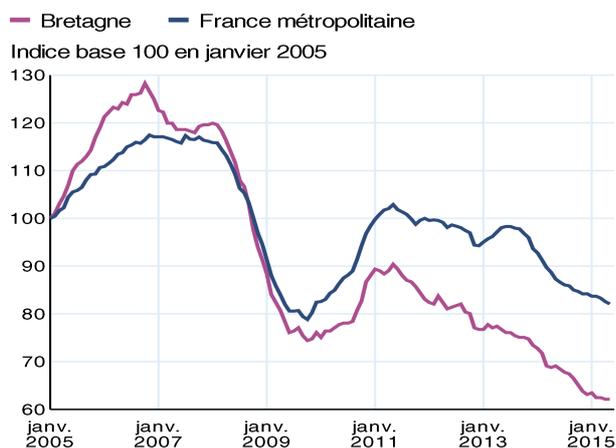
Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2

Entre avril 2014 et mars 2015, 17 600 logements ont été autorisés en Bretagne, soit une diminution de 0,6 % sur un trimestre et de 8,3 % sur un an. En France métropolitaine, la baisse est respectivement de 3 % et 6,7 %.

Sur la même période, 18 900 logements ont été commencés en Bretagne, ce qui correspond à une contraction de 1,6 % sur un trimestre et de 9,6 % sur un an (figure 6). En moyenne nationale, la baisse est de 1,2 % sur le trimestre et de 7,5 % sur l'année.

En Bretagne, avec 2,77 millions de mètres carrés, le cumul annuel de surfaces de locaux autorisés diminue de 0,7 % sur un trimestre (- 4,6 % en France). Entre avril 2014 et mars 2015, 1,98 million de mètres carrés de locaux ont été commencés en Bretagne, soit un repli de 3,3 % sur un trimestre (- 3,6 % en France).

6 Évolution du nombre de logements commencés



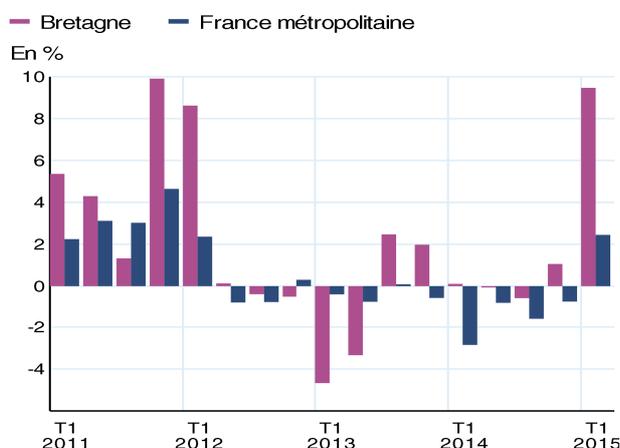
Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del2

Excellente fréquentation hôtelière ce trimestre

Au premier trimestre 2015, les hôtels bretons enregistrent 1 231 000 nuitées, en hausse de 9,5 % par rapport au premier trimestre 2014 (figure 7). Le mois de mars est le principal contributeur à cette augmentation avec une progression de 16 % sur un an. La fréquentation est également en hausse en janvier et février mais dans une moindre mesure (respectivement + 4,9 % et + 5,9 %). Les grandes marées de ce début d'année, et notamment celles du mois de mars, expliquent ces très bons résultats. Au niveau national, le nombre trimestriel de nuitées augmente de 2,4 %.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données mensuelles brutes.

Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétropolées.

Sources : Insee ; direction du tourisme ; partenaires régionaux

La clientèle présente dans les hôtels bretons au premier trimestre est très majoritairement française (près de 93 %). Cependant, la hausse de fréquentation des touristes étrangers (+ 17,7 %) y est supérieure à celle des Français (+ 8,9 %).

Moins de défaillances d'entreprises, mais moins de créations également

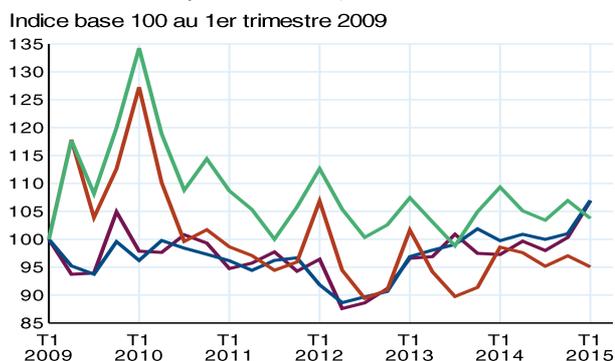
Au premier trimestre, 4 786 entreprises ont été créées en Bretagne. Après un léger rebond au quatrième trimestre 2014, les créations d'entreprises ont ainsi diminué de 2 % au premier trimestre 2015 (- 3,6 % sur un an) (figure 8). En France métropolitaine, le nombre de créations a baissé de 3 % sur un trimestre et de 5,1 % sur un an.

Près d'une création sur deux est le fait d'un micro-entrepreneur, mais celles-ci sont en repli de 10 % sur un trimestre. À l'inverse, hors micro-entrepreneurs, le nombre de créations est de 2 505 ce trimestre,

en hausse de 6,5 % par rapport au quatrième trimestre 2014 et de 9,9 % sur un an. La situation bretonne est plus favorable que celle observée en France métropolitaine puisque le nombre de créations hors micro-entrepreneurs n'y augmente que de 5,9 % sur un

8 Créations d'entreprises

— Bretagne hors micro-entrepreneurs
— France métr. hors micro-entrepreneurs
— Bretagne y/c micro-entrepreneurs
— France métr. y/c micro-entrepreneurs



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime de micro-entrepreneurs sont brutes.

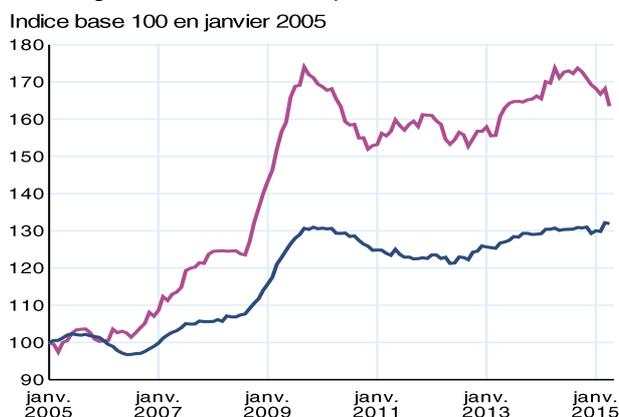
Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

trimestre et de 7,2 % sur un an. Entre avril 2014 et mars 2015, 2 832 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Bretagne. Ce nombre est en recul de 0,6 % par rapport au trimestre précédent, alors qu'il augmente en France métropolitaine (+ 2,2 %) (figure 9). Sur un an, le nombre de défaillances diminue en Bretagne de 0,9 % et progresse au niveau national de 1,3 %.

9 Défaillances d'entreprises

— Bretagne — France métropolitaine



Note : données mensuelles brutes au 10 septembre 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben

Contexte national - La reprise se diffuse dans la zone euro

L'économie française a rebondi au premier trimestre 2015 (+ 0,6 %), l'ampleur résultant pour partie d'un retour à la normale des dépenses de chauffage. Au deuxième trimestre, la croissance du PIB baisserait mais resterait plus élevée (+ 0,3 %) qu'en moyenne depuis le printemps 2011 (+ 0,1 %). La consommation en resterait le principal facteur, soutenue par les hausses récentes du pouvoir d'achat. Au second semestre, l'investissement des entreprises accélérerait à son tour. Les perspectives de demande sont en hausse, comme l'indique l'amélioration du climat des affaires. Les conditions de financement s'améliorent, avec la hausse de leurs marges, grâce à la baisse du cours du pétrole, à la montée en charge du CICE et au Pacte de responsabilité. Au total, le PIB augmenterait de 0,3 % au troisième trimestre, puis de 0,4 % au quatrième trimestre. En moyenne annuelle, la croissance serait de + 1,2 %, soit la plus forte hausse depuis 2011. L'accélération de l'activité et les politiques d'allègement du coût du travail stimuleraient l'emploi, qui serait rehaussé de 114 000 postes en 2015. En conséquence, le taux de chômage se stabiliserait, à 10,4 % de la population active fin 2015.

Contexte international - Le climat conjoncturel est favorable dans les économies avancées mais reste dégradé dans les pays émergents

Au premier trimestre 2015, l'activité a déçu aux États-Unis et au Royaume-Uni. Dans les pays émergents, l'activité a continué de ralentir, notamment en Chine. Les échanges mondiaux se sont contractés, dans une ampleur inédite depuis la récession mondiale de 2009. En revanche, le PIB de la zone euro a gardé le rythme de croissance atteint fin 2014 (+ 0,4 %). La reprise s'y diffuse progressivement avec l'effet des baisses passées du prix du pétrole, sur la consommation des ménages, et du cours de l'euro, sur les exportations. L'activité resterait très dynamique en Espagne, grâce aussi à la vigueur de l'investissement privé. Elle accélérerait modérément en Allemagne, et plus modestement encore en Italie, dont le PIB a renoué avec la croissance début 2015. Les pays anglo-saxons regagneraient en dynamisme dès le printemps, notamment grâce à une plus grande vigueur de la consommation. Au total en 2015, le décalage conjoncturel entre les pays anglo-saxons et la zone euro tendrait à s'amenuiser. Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti, et leurs importations seraient relativement peu dynamiques.

Insee Bretagne
36 place du Colombier - CS
94439
35044 Rennes Cedex

Directeur de la publication :
Olivier Biau
Rédacteur en chef :
Jean-Marc Lardoux

ISSN : 2416 - 9110
© Insee 2015

Pour en savoir plus :

- Début 2015, le PIB croît fortement (+ 0,6 % après + 0,1 %), le pouvoir d'achat des ménages et le taux de marge des entreprises se redressent / Insee. - Dans : Informations Rapides - Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés - 1er trimestre 2015 ; n° 154 (2015, juin). - 2 p.
- Note de conjoncture : la reprise se diffuse dans la zone euro / Insee Conjoncture (2015, juin). - 123 p.
- L'emploi se stabilise au premier trimestre 2015 / Insee. - Dans : Informations Rapides - Emploi salarié ; n° 138 (2015, juin). - 2 p.
- 4^e trimestre 2014 : une conjoncture bretonne légèrement plus favorable qu'en France métropolitaine, sauf dans la construction / Hervé Bovi, Valérie Molina ; Insee Bretagne. - Dans : Insee Conjoncture Bretagne ; n° 4 (2015, avr). - 4 p.

